

11 juin 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution du Président Emmanuel Macron au siège de l'Organisation internationale du travail à Genève.

Merci beaucoup Monsieur le président, Monsieur le directeur général, cher Guy RYDER, Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat et de gouvernement, Mesdames, Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les délégués, merci beaucoup pour votre accueil.

Cette 108ème conférence internationale du travail est l'occasion de célébrer les 100 ans, en effet de notre organisation, la plus ancienne des organisations internationales existantes. Et vous l'avez rappelé à l'instant, dès 1919 sur les cendres encore brûlantes de la Grande Guerre, alors que la folie des hommes venait de prendre 18 millions de vies, une idée a pris corps, portée par les organisations syndicales et inscrite dans le Traité de Versailles en son titre 13 : "la paix universelle ne peut être fondée que sur la justice sociale."

Née au milieu du 19ème siècle dans les luttes des travailleurs pour la dignité, contre l'aliénation, nourrie des idéaux de solidarité internationale que la violence meurtrière vint fracasser une première fois, elle apparut comme une nécessité. Parce que précisément les travailleurs de chaque camp avaient versé leur sang, parce que déjà les esprits pionniers de l'OIT avaient compris que l'on ne peut construire une paix durable sur la somme des injustices. Ce fut Justin GODART présentant avant même l'armistice une résolution faisant du travail l'une des clés de la paix à venir, ce furent Arthur FONTAINE, Léon JOUHAUX bien sûr Albert THOMAS qui dirigea cette institution et mit tant de cœur à faire adopter dès les premières années des conventions et des normes pour que l'OIT passe de l'idée à la réalité. Et ce fut dès le début l'engagement de la France, vous l'avez dit, à travers quelques-unes de ces grandes figures, à travers l'engagement de l'ensemble de ses partenaires sociaux, de ses forces syndicales et patronales, ce fut aussi l'engagement de la France comme pays, qui est aujourd'hui le deuxième pays à avoir ratifié le plus de conventions et d'engagements concrets, et donc à avoir mis dans son droit réel, effectif pour nos concitoyens et nos travailleurs l'ensemble des acquis de l'Organisation internationale du travail.

En 1944 les choses avançaient encore, la Société des Nations établie en ce lieu n'avait pu empêcher l'histoire de bégayer et alors que la Seconde Guerre mondiale n'était pas achevée, ce fut la Déclaration de Philadelphie et l'idée que tous les êtres humains, quels que soient leur race, leur croyance ou leur sexe, ont le droit de poursuivre leur progrès matériel et leur développement spirituel dans la liberté et dans la dignité, dans la sécurité économique avec des chances égales.

Par deux fois au cœur du chaos, l'idée du progrès s'est affirmée avec force dans les consciences comme une espérance de paix. Refuser de se résigner, agir en responsabilité, bâtir pas à pas la solidarité internationale par le dialogue et par le droit, voilà l'esprit de notre organisation, voilà la tâche à laquelle des générations et des générations se sont ici employées. Il serait trop long de rappeler ici l'ensemble de ce que l'on appelle parfois les acquis lorsqu'on se parle à nous-mêmes mais qui sont le fruit de tant de combats. Mais je pense que nous ne devons jamais oublier quand nous nous parlons à nous-mêmes, 100 ans après, tout ce que l'Organisation internationale du travail a permis de battre en brèche, tout ce qui était considéré à l'époque comme acquis et qui a été remis en cause pour que le progrès se fasse.

100 ans de combat, 100 ans de justice sociale, 100 ans de dialogue, 189 conventions ratifiées qui ont changé la vie de millions d'hommes et de femmes, 202 recommandations adoptées – un double héritage qui nous oblige et qui se poursuit.

Et l'histoire de cette organisation c'est l'histoire justement de l'ensemble de ces combats et c'est l'histoire d'ouvriers, d'employés qui ont pu obtenir par convention la limitation de la durée du travail dans la journée et dans la semaine.

C'est l'histoire d'enfants qui ont pu prendre le chemin de l'école parce que leur place n'était pas à l'usine mais devant un professeur et un tableau noir. Et je veux ici souligner que dans les prochains jours la France prendra la présidence de l'alliance 8.7, partenariat mondial contre le travail forcé et le travail des enfants. Avec notre soutien, y compris financier, l'OCDE, le Haut-Commissariat aux Réfugiés, l'UNICEF, la FAO, les partenaires sociaux et les ONG feront alliance autour de l'OIT pour mettre fin à ce fléau.

L'OIT, ces combats que je rappelais, c'est l'histoire de femmes qui ont pu bénéficier d'un congé maternité.

C'est l'histoire de la liberté des peuples précisément se libérant des pires injures quand dès 1964 l'OIT condamna l'apartheid. Nelson MANDELA ne s'y trompa pas quand 26 ans plus tard il vint ici saluer le rôle pionnier de l'organisation. C'est l'histoire du combat pour la liberté syndicale mené aux côtés de Solidarnosc en Pologne, pilier de la démocratie, indispensable parmi toutes les libertés.

Voilà à travers simplement quelques exemples ce que l'OIT a apporté. Quand les combats sont encore si nombreux devant nous, on a du mal à parler d'héritage mais il est pourtant là qui nous oblige.

Mais au-delà de ces avancées, de tous ces combats menés et gagnés, c'est aussi une méthode et une méthode, je dois le dire et nous en parlions à l'instant même avec les organisations syndicales et patronales françaises, dont nous avons sans doute beaucoup à apprendre pour nous-mêmes, celle du dialogue tripartite : la réunion à parts égales des Etats, des représentants syndicaux, des organisations patronales dans une seule et même instance. Ce cadre peut se révéler exigeant, il faut, je le sais, remettre plusieurs fois l'ouvrage sur le métier, accepter que la prise de décision prenne parfois plus de temps, mais cela permet d'avoir des résultats solides. Et c'est la nature même du compromis que d'encourager les échanges et de les assumer. Là aussi il m'appartient de là où je parle de tirer toutes les conséquences de cette méthode et de savoir retirer ce qu'elle a su ici produire.

Ce double héritage de progrès et de méthode il nous appartient collectivement aujourd'hui de le porter et de le faire vivre et je le dis au moment de ces 100 ans alors que vous vous apprêtez à adopter une déclaration importante. L'OIT est cet endroit où chaque fois la conscience a su se réveiller quand le chaos était là, et je pense que le chaos est là.

Je pense que la responsabilité de notre génération est de ne pas attendre une nouvelle guerre mais de regarder en face le monde tel qu'il est. Si je regarde le siècle qui vient de s'écouler il a permis beaucoup d'avancées : le libéralisme et l'économie sociale de marché comme on aime à le dire en Europe ont permis des vraies avancées. Nous avons sorti dans le monde entier des centaines de millions de nos concitoyens de la pauvreté et nous avons un véritable acquis, une histoire de progrès qui s'est faite sous nos yeux, parfois que nous avons presque digérée, dont on ne rappelle pas l'importance et le caractère unique dans l'histoire de l'humanité. Les 50-60 dernières années ont été à cet égard uniques, elles sont le fruit de tout ce travail collectif et de ce que aussi nous avons su produire.

Il n'en demeure pas moins que ces dernières décennies sont marquées par une crise profonde – économique, sociale, environnementale, politique et donc civilisationnelle – qui nous impose de réagir. Et cette crise, elle est là. Et nous l'avons vécue dans nos propres sociétés. C'est la crise vécue par des territoires, des concitoyens à qui on a expliqué que l'ouverture du monde était bonne et pacificatrice, ce qui était vrai, mais qui ont découvert l'autre face de cette mondialisation qui rimait avec délocalisation, qui rimait parfois avec dégradation de leurs conditions de vie, d'organisation ou de travail, et ce fut la découverte d'un dumping social, environnemental qui a rythmé les dernières décennies. Ces dernières décennies ont été marquées par quelque chose qui n'est plus le libéralisme et l'économie sociale de marché, mais qui a été depuis quarante ans l'invention d'un modèle néolibéral et d'un capitalisme d'accumulation qui, en gardant les prémisses du raisonnement et de l'organisation, en a perverti l'intimité et l'organisation dans nos propres sociétés. La rente peut se justifier quand elle est d'innovation, mais peut-elle se justifier dans ces conditions lorsque la financiarisation de nos économies a conduit à ces résultats ? Et en avons-nous tiré toutes les conséquences ? Je ne crois pas.

Ces dix dernières années, nous n'avons pas tiré l'ensemble des conséquences des crises que nous avons vécues. La grande crise financière et économique de 2008-2010 nous a conduit à réagir, nous avons su apporter une réponse à la crise des dettes souveraines et des systèmes financiers. Nous n'avons pas réellement changé le modèle d'organisation du capitalisme. Nous avons conduit à des ajustements dans plusieurs pays, pas le mien je dois le dire, mais dans beaucoup de pays au sud de l'Europe ou ailleurs, à des ajustements brutaux inédits depuis la Deuxième Guerre mondiale ont été conduits et qui ont permis l'ajustement de ces économies par les salariés avec des reculs qui ne s'étaient jamais connus en temps de paix.

De la même manière l'accumulation des richesses dans certains lieux et chez certains s'est accélérée ces dernières décennies. Je défends pour ma part une économie de progrès, je crois dans l'innovation technologique, entrepreneuriale, je la défends dans mon pays, en Europe et dans les enceintes multilatérales. Mais il n'en demeure pas moins que quelque chose ne fonctionne plus dans l'organisation de ce capitalisme. On doit tous regarder en face la situation quand ce modèle profite de plus en plus à quelques-uns et qu'il conduit à des déséquilibres territoriaux qui fracturent toutes nos démocraties. Et ça ne touche plus uniquement quelques pays, les pays qui sont à la pointe de la mondialisation le vivent, y compris ceux dont le PIB progresse le plus. Nous avons donc un système dont les progrès macroéconomiques se construisent sur des déséquilibres microéconomiques et territoriaux, c'est ça le monde dans lequel nous vivons. Je ne vais pas ici égrener les chiffres, les constats que vous connaissez infiniment mieux que moi, des inégalités territoriales, sociales, des

concentrations de pauvreté, de l'insuffisante couverture sociale qui existe dans le monde où nous vivons, mais ce que je veux simplement ici dire (et que j'avais dit d'ailleurs de la même manière il y a maintenant près de 18 mois à Davos dans une enceinte où les oreilles sont peut-être moins ouvertes à ce genre de constat mais qui est malgré tout là) c'est que cette économie de marché dans laquelle nous vivons, elle est de moins en moins sociale comme nous l'avions voulue à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Elle est au fond même de moins en moins libérale, au sens le plus littéral du terme, et elle est de plus en plus d'accumulation, de rente et de corporatisme, c'est ça la réalité.

Le libéralisme comme philosophie politique aime la liberté de chacun en tant que chaque homme digne est libre et qu'il peut l'être et défendre ses droits. Mais il n'aime pas quand cette liberté devient la loi de la jungle et permet la captation des richesses par quelques-uns ou l'accumulation de rentes parce qu'il y a du dumping social ou fiscal ou environnemental ou des règles perverses. Or c'est aujourd'hui l'espèce de travestissement de notre économie mondiale à laquelle nous sommes arrivés. Et donc ça il nous faut le regarder en face, pourquoi ? Parce que c'est porteur d'une crise très profonde dans nos démocraties et dans nos pays : ce qui nourrit partout les extrêmes, la démagogie, ce qui affaiblit la démocratie en son sein, ce qui parfois la fait reculer, ce qui fait douter nos concitoyens c'est qu'ils n'ont plus leur part de progrès parce qu'ils voient ce fonctionnement international, cette ouverture qu'on leur a tant et tant expliquée se désagréger sous leurs yeux et c'est une réalité. Et c'est un problème avant tout pour celles et ceux, quelles que soient leurs sensibilités politiques, qui croient dans le progrès et dans la démocratie.

Je le dis ici avec force parce que cette crise que nous sommes en train de vivre, qui est là sous nos yeux mais qui est une crise qui peut paraître douce parce que les victimes ont peu de porte-voix, sont disséminées et que pour l'instant elle ne fait pas de guerre, cette crise, elle est là, elle est là. Et elle est en train de décomposer le consensus profond sur lequel la démocratie, le progrès et les libertés individuelles se sont bâties depuis le 18ème siècle dans nos pays. Et si la France a une responsabilité, elle qui a été à l'avant-garde de ces idées de progrès et des Lumières, et je le dis ici dans une terre qui a aussi porté ces Lumières et tant de ces philosophes, c'est que c'est exactement ce qui est aujourd'hui en train d'être bousculé par notre organisation collective sur le plan international. C'est que la démocratie avançait avec les libertés individuelles, l'économie sociale de marché et des équilibres où chacun trouvait sa part de progrès

Quand le peuple, quelles qu'en soient les catégories, ne trouve plus sa part de progrès, il ne peut plus adhérer à un régime politique tel qu'il se présente devant lui.

C'est ça qui est en train de se passer, dans nos démocraties. C'est ce qui fait que certains sont attirés par l'autoritarisme, qui semble plus efficace pour protéger des menaces venant de l'extérieur, et qui dit "la démocratie ne vous protège plus contre les inégalités de ce capitalisme devenu fou. Nous, on va vous protéger, on va fermer les frontières, faire des murs, sortir du multilatéralisme. Il est mou, ce sont des gens qui parlent, mais ils n'ont pas de résultat."

Ce sont nos échecs qui alimentent les extrêmes, le rejet de l'autre, parce qu'il faut toujours un coupable, quand les choses se mettent à aller dans le mauvais sens à ce point, et donc, comme en 19, en 44, je pense qu'aujourd'hui, nous sommes à l'orée, si nous n'y prenons pas garde, d'un temps de guerre, et cette guerre est là, dans nos démocraties. C'est la crise profonde que nous sommes en train de traverser. Nous pouvons décider d'être des somnambules mais si nous voulons avancer fortement, il nous faut prendre quelques engagements forts face à cela, et considérer, en effet, que ce sur quoi nous vivons depuis tant et tant de décennies a été perverti en son sein. Et à cela s'ajoutent deux grandes angoisses légitimes qui arrivent : la transformation numérique et la transformation environnementale et écologique. Elles sont là, elles traversent aussi nos sociétés. Elles s'ajoutent à la crise que je viens d'évoquer, mais nous devons aussi les appréhender, avec des conséquences qui viennent se rajouter à cette crise, en quelque sorte endogène, du monde qui est le nôtre. Le numérique est une source formidable d'opportunités, de création de richesses, d'innovations, de changements de nos vies, de pratiques. Nous en sommes tous des pratiquants au quotidien. Il n'en demeure pas moins que c'est aussi une source de fracturation du travail, de plongée vers une solitude de l'individu et du travailleur, de désagrégation de la relation salariale, qui nous plonge dans un monde ou une forme de fiction qui consisterait à dire que le numérique, c'est formidable. Chacun pourra contribuer à la croissance du monde et à sa richesse. Il sera dans une relation contractuelle avec son employeur, et nous serions comme des monades plongées les unes avec les autres, dont les relations seraient à repenser. Fiction. Et de la même manière, les transformations écologiques qui sont les nôtres, le défi du réchauffement climatique comme de la biodiversité nous imposent de repenser ce modèle.

Parce que nous ne pouvons pas avoir un modèle productif dont les conséquences sont, nous le savons maintenant, négatives, et qui se sont accélérées ces dernières décennies, et de l'autre côté, des pouvoirs publics ou des acteurs qui en seraient les victimes, en particulier quand on vit dans les territoires les plus fragiles, Pacifique ou Afrique ou ailleurs, et avec des pouvoirs publics et donc des contribuables derrière, qui devraient en quelque sorte en réparer les conséquences négatives.

Il nous faut là aussi remettre cette transition au cœur du modèle productif et réussir, par l'innovation d'une

Il nous faut aussi remettre cette transition au cœur du modèle productif et réussi, par l'innovation d'une part, mais aussi par notre organisation d'ensemble, à remettre une forme de principe de dignité au cœur de notre modèle productif, pour que l'objectif de lutte contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité reprenne leur place dans notre organisation collective, sur le plan international et dans notre organisation productive. Et là aussi, c'est un devoir. Au fond, la crise endogène de notre capitalisme, l'accélération de la transition numérique et l'accélération du réchauffement climatique et de la raréfaction de la biodiversité nous conduisent à repenser très profondément nos manières de nous organiser, et rendre encore plus impérieux le multilatéralisme qui est le vôtre, qui est le nôtre dans ce monde, avec un combat : celui pour la dignité de l'homme et celui pour rendre ce monde habitable.

C'est, au fond, ce sujet qui nous est posé collectivement parce qu'à la fin des fins, on a pu penser pendant plusieurs décennies qu'on pouvait aller produire d'un côté et venir ensuite se reposer de l'autre, qu'on pouvait oublier l'endroit d'où on venait, où on élevait ses enfants, pour aller créer de la richesse ou profiter d'opportunités dans d'autres économies, pour pouvoir ensuite venir couler des jours heureux là où on était né, où on avait grandi. C'est terminé. Parce que la crise que je viens de dire est en train de bousculer toutes les démocraties, y compris celles qui étaient les plus attachées à cet ordre ouvert.

Alors, comment affronter aujourd'hui ce défi ? A partir de plusieurs priorités. La première est de méthode. Je pense que face à ce défi, on ne peut pas réussir seul, et qu'il faut de la cohérence. Je sais bien ce qu'on peut me reprocher, même si j'essaie d'avoir toujours le même discours, et ce qu'on peut reprocher à beaucoup de dirigeants : « Vous êtes formidables de tenir des discours crypto-marxistes devant l'OIT, et puis chez vous, vous faites votre petit commerce, vous faites vos réformes, les choses avancent, etc... » Je ne crois pas. Je crois simplement que cette transformation profonde du modèle économique, social, productif, civilisationnel que je viens de décrire, il ne se fait pas dans un seul pays, aussi vrai que le XXème siècle a montré que le socialisme dans un seul pays ne fonctionnait pas.

La lutte contre les inégalités du capitalisme international ou la lutte pour l'écologie, ça ne marche pas dans un seul pays. Ce n'est pas vrai. On peut l'essayer mais cela ne crée qu'une chose, ça crée le recul économique, ça réduit les opportunités et ça vous permet de moins bien aborder les choses.

Quand je regarde la France, je considère que ni sur le plan environnemental, ni sur le plan des droits sociaux, nous n'avons à rougir devant beaucoup d'autres nations et nous continuerons d'avancer ensemble, avec, d'ailleurs, des organisations que nous devons sans doute améliorer et des leçons qu'on doit tirer de nos propres échecs et insuffisances. Mais je pense que nous devons, c'est notre responsabilité au sein de l'Europe et par le multilatéralisme, avancer beaucoup plus fort et porter nous-mêmes la transformation en son sein de son propre modèle auquel je crois. Et c'est ce que nous sommes en train de faire par la mobilisation territoriale, par notre lutte contre les inégalités femmes-hommes dans le travail, par les sujets de mobilisation concrets et cohérents avec l'agenda que je viens de porter. La mobilisation européenne que nous portons pour un salaire minimum partout en Europe, pour justement recréer de la convergence, est cohérente avec cela.

Mais il nous faut, sur cette bataille, remettre du multilatéralisme partout et nous battre pour que l'ensemble des nations, et avec elles, de ses partenaires, avancent de concert. Et partout où on fait reculer le multilatéralisme, on met en danger la possibilité de réformer en profondeur, justement, cet agenda que je viens de décrire et à ce titre, l'avancée qui a été permise lors du G7 Travail, il y a quelques jours, par l'ensemble des partenaires sociaux que je veux saluer, la ministre du Travail ici présente, est importante. C'est la première fois qu'on a une déclaration tripartite dans un G7 ou un G20. C'est la première fois, donc c'est possible, avec des vraies conclusions et c'est ça qu'il nous faut continuer à œuvrer. Je sais qu'il y a des doutes, que certains menacent de quitter, que d'autres voudraient qu'on accélère sur d'autres priorités. Il nous faut aujourd'hui tenir un agenda multilatéral exigeant, réussir à garder la méthode tripartite qui est la vôtre pour pouvoir avancer et avoir, justement, des combats et des réussites concrètes dans cette transformation que j'évoquais à l'instant. C'est indispensable.

Combat de méthodes, donc, sur lequel nous devons ensemble réussir à tenir toutes les parties prenantes et à donner encore plus d'ambition. Et c'est celle que nous porterons dans le cadre du G7 qui ne s'arrêtera pas simplement à un G7 Travail, mais qui doit aussi intégrer le G7 Finances et qui doit réussir à intégrer le G7 à Biarritz des chefs d'États et de gouvernements. Je veux que nous ayons non seulement une réflexion, mais que nous amenions l'ensemble des parties prenantes à intégrer que le système en son sein ne peut plus fonctionner de la même manière, que ses déséquilibres propres, que ce qui touche nos sociétés est de telle nature, comme je viens de le décrire, que nous sommes précisément, nous, puissances économiques du monde libre, en responsabilité de devoir le bouger.

Ensuite, il y a pour moi quatre priorités sur lesquelles nous devons avancer dans ce contexte.

La première, c'est la lutte contre les inégalités dans le monde du travail et d'abord la lutte contre les inégalités entre les femmes et les hommes, et contre les violences et le harcèlement dans le monde du travail. Nous recensons les législations les plus avancées au monde en la matière et nous demanderons à chacun des États,

sur cette base, de faire évoluer sa législation. C'est là aussi un point important du G7, dont la France a la présidence, cette année. Cette idée du bouquet législatif qui avait été portée par plusieurs ONG, plusieurs avocats, dont Mme HALIMI et plusieurs autres dont nous nous sommes inspirés pour essayer de faire avancer chacun et mener ce combat. Et cela viendra nourrir, bien entendu, la dynamique portée par la première Convention universelle sur l'élimination de la violence et du harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail, dont la France soutient clairement et sans ambiguïté l'adoption et sur laquelle, d'ailleurs, nous avons des responsabilités au sein de l'Union européenne, que nous portons. C'est un texte qui est bon, que je soutiens sans réserve, et sur lequel nous devons collectivement avancer.

Mais cette lutte contre les inégalités, c'est aussi celle qui doit collectivement nous amener dans le cadre multilatéral à poursuivre le combat, en tenant compte de ce qui est très profondément la relation salariale. Je l'évoquais tout à l'heure avec quelques-uns, c'est toujours une relation qui est inégale : elle n'est jamais contractuelle simplement parce qu'elle est la relation entre un employeur et un employé et elle est d'ailleurs constitutive même de la philosophie du droit du travail.

Et c'est pourquoi aussi il nous faut continuer en Europe même et au sein des organisations internationales à se battre pour ne pas normaliser si je puis dire les éléments de cette relation et ne pas considérer que la lutte contre les inégalités dans le monde du travail s'écrase en quelque sorte sur la lutte contre les inégalités économiques. Ce n'est pas vrai. C'est pourquoi aussi je veux qu'on puisse continuer à défendre, en Europe en particulier, un véritable ordre public social avec toutes ses composantes et cette idée d'un salaire minimum européen, chaque pays gardant sa liberté.

Parce que si on n'a pas cet ordre public social européen, si on n'a pas ce combat pour lutter contre les inégalités alors on a les effets au sein même de l'Europe de ce que je décrivais tout à l'heure. Et ici je le dis devant plusieurs chefs d'Etat et de gouvernements qui, soit au sein de l'Union européenne soit qui ont entamé les discussions pour y entrer, je salue Madame la Première ministre de Serbie. Les pays aujourd'hui de l'Est ou du Sud ont à vivre ce qu'est la désagrégation du droit social et l'absence d'un ordre public social européen suffisant avec des problématiques qui n'existaient pas il y a quelques années en Europe même et qui sont en train d'émerger, des problématiques démographiques. Quand des pays de l'Est de l'Europe vous disent "je n'ai plus de travailleurs chez moi, je perds 20 à 30 % de ma population parce qu'ils vont travailler en France, en Allemagne ou ailleurs parce que là il y a un salaire minimum et qu'ils gagnent 4 fois mieux leur vie que chez moi" ça n'est plus l'Europe. Nous n'avons pas fait l'Europe pour ça, l'Europe ce n'est pas un marché, c'est un projet avec de la liberté et de la solidarité, des convergences. Et c'est mauvais pour les pays européens qui jouent le jeu, nous les premiers, mais c'est mauvais pour les pays d'origine et les travailleurs de ces pays. Donc nous avons à nous battre collectivement pour cet ordre public social et ce salaire minimum.

Deuxième axe, c'est la bataille, deuxième priorité, pour l'accès universel à la protection sociale. Là aussi, nous aurons besoin de la mobilisation des Etats, des partenaires sociaux de la société civile. Une initiative est lancée par le G7 qui appelle tous les pays à honorer leur engagement de développer des systèmes de protection sociale pour tous d'ici 2030 selon les principes énoncés dans la recommandation adoptée par l'OIT en 2012. Nous invitons ainsi les pays du G7 à rejoindre le Partenariat mondial pour la protection sociale universelle coordonnée par l'OIT et la Banque mondiale, c'est indispensable. Nous le savons, on a aujourd'hui la moitié de la population mondiale à peu près qui n'est pas couverte par ces droits, mais surtout nous avons une transformation de ces droits et la nécessité de reconvoquer l'universalité d'accès à la protection sociale à cause des bouleversements que j'évoquais.

L'OIT a fait un travail que j'évoquais à l'instant remarquable, nous avons besoin aujourd'hui de remettre de la pression pour que les Etats-membres s'y joignent, y remarquent justement de l'engagement, et l'a fait avec la Banque mondiale de manière là aussi inédite pour créer le partenariat. Mais nous avons nous-mêmes besoin de continuer le travail qui consiste à bâtir cette nouvelle protection sociale universelle parce qu'elle change dans nos pays mêmes, parce que la protection sociale a été bâtie durant le 20ème siècle sur le salariat et le rapport à une organisation sociale productive était celle d'une économie de long terme, de cycles longs, de rattrapage dans nos économies qui allait avec le monde industriel. Or elle est bousculée par les changements du monde, le fait que nous sommes dans un cycle d'économie de l'innovation et où la relation de plus en plus individualisée à cause du numérique. Et donc il nous faut recréer des droits universels attachés aux personnes mais dont les conquêtes et la régulation puissent donner une part entière aux partenaires sociaux. Et c'est le défi qui est le nôtre, simplement nous devons repenser cette protection autrement que par le lien financier qui était celui de l'Etat-providence du 20ème siècle. Il faut le repenser par une organisation commune qui est devant nous et sur lequel là aussi nous devons être collectivement innovants. Et j'ai ma part de responsabilité dans cette bataille avec l'ensemble de nos partenaires sociaux et du gouvernement.

Le troisième axe, c'est l'accompagnement des travailleurs pour la transformation numérique. Nous avons évoqué cela, je sais que c'est au cœur de vos réflexions, de vos batailles et je n'apprends rien à personne ici : l'économie des plateformes, la robotisation, l'intelligence artificielle ce sont des opportunités formidables. Si on en parle dans les grandes capitales, les gens vont vous parler essentiellement des opportunités et elles sont là

qui vont permettre de réduire la pénibilité, d'améliorer la productivité, d'inventer de nouveaux usages, de permettre de lutter contre des maladies, d'inventer de nouvelles formes de mobilité, de lutter contre le réchauffement climatique de manière plus efficace. Et c'est vrai. Mais parlez de robotisation, d'intelligence artificielle, de transformation numérique à 80 % de nos concitoyens, ils ont peur. Ils ne voient pas les opportunités, ils voient des risques. Ils disent "c'est une machine qui va me remplacer au travail", ils disent "ce sont des données particulières, les miennes, qui vont être données à je-ne-sais-pas-qui, qui vont réduire mes propres droits, ma liberté" et ils se disent "ce sont des choses qui vont déshumaniser notre société." Et donc là nous avons collectivement à penser une éthique, un cadre de régulation pour que la part d'innovation que nous devons apporter, accompagner, financer se double là aussi d'un progrès social.

Nous n'avons pas réussi à ce stade à montrer la part d'humanité du numérique et donc la part de progrès social que le numérique apporte. C'est notre défi à tous : c'est le défi de tous les entrepreneurs du numérique au premier chef, c'est le défi des gouvernements. L'innovation en apporte, il faut de plus en plus le montrer parce que certaines entreprises apportent des réponses à nos défis collectifs ; et c'est vrai que par le numérique on va réduire de la pénibilité. C'est vrai que par le numérique et l'innovation on va réduire les émissions. Mais nous devons là aussi réussir à montrer que cela ne se traduit pas par plus de précarité, par un recul des droits et par un abaissement de l'histoire de progrès. Et au fond aujourd'hui nous devons regarder en face ce que cette numérisation de nos sociétés apporte : la peur de la solitude qui est là, la fragmentation du monde du travail et ses reculs. Et donc c'est pourquoi il nous faut d'abord dans chaque pays œuvrer pour faire face à ce défi. Là-dessus c'est ce que nous faisons parce que pour faire face à ce défi, il faut mieux former et mieux former tout au long de la vie : essor et transformation de l'éducation, de notre formation à l'université et effort avec l'ensemble des partenaires sociaux ici présents et des régions en France pour investir dans les compétences tout au long de la vie. Ce sont 15 milliards d'euros qui seront investis en France pour accompagner 2 millions de demandeurs d'emploi et de jeunes en difficulté pour faire face à ces défis parce qu'il faut pouvoir être équipés face à ces transformations du monde et pouvoir justement réussir pas seulement à s'adapter, à saisir la part d'opportunités de ces changements.

Et puis derrière ça il nous faut adopter de nouvelles règles. Jusqu'à présent l'Internet et la numérisation n'ont été que de la liberté absolue. Mais la liberté absolue, s'il n'y a pas le minimum d'ordre, l'ordre public qui permet la liberté, c'est la loi de la jungle. C'est pourquoi, sur ce sujet, il nous faut aussi adopter des règles communes. En France, nous adopterons une nouvelle réglementation pour une amélioration substantielle des conditions des travailleurs des plateformes, qui est indispensable. Nous avons enclenché avec les grandes plateformes numériques un dialogue dans le cadre du forum Tech For Good pour les conduire justement à assurer leurs travailleurs et là de manière proactive.

Mais il nous faut sur le plan international, et votre déclaration sera extrêmement importante à cet égard, réussir à bâtir le cadre de ce que sont les droits des travailleurs pour ces plateformes. Qu'ils soient d'ailleurs indépendants ou travailleurs de petites entités, on ne peut pas avoir une désagrégation de notre organisation collective par la nouvelle organisation du travail contemporain que permet le monde numérique, parce que rapidement ces opportunités deviendront un recul et nourriront cette crise que j'évoquais il y a un instant. Et donc nous avons commencé au niveau national, c'est maintenant au niveau européen, international qu'il nous faut avancer et je crois en un lien profond aussi avec d'autres organisations et je conclurai sur ce point.

Enfin le dernier défi, sur le fond c'est celui de la transition écologique. Plusieurs l'ont dit qui sont ici dans cette salle avant moi, le combat pour la justice sociale, dans la crise que j'ai essayée de décrire, est jumeau du combat pour la justice environnementale parce que c'est la même chose : c'est un système qui a en quelque sorte perdu en son sein les bonnes finalités et dont les externalités négatives, comme disent joliment les économistes, seraient la grande pauvreté, l'exclusion et l'écologie. On doit remettre la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte pour la biodiversité au cœur du modèle productif. Il nous faut mener ce combat parce que c'est aussi un combat de justice sociale, parce que les victimes aujourd'hui des inégalités écologiques, ce sont les mêmes que les victimes de l'inégalité sociale et des inégalités au travail. C'est pourquoi je souhaite que nous portions collectivement cette transition écologique en quelque sorte par les projets. C'est après la décision américaine de quitter les accords de Paris que nous avons lancé avec le One Planet Summit ce que nous allons poursuivre dans le cadre du G7 par une réunion ad hoc. Nous avons mobilisé les partenaires sociaux, les entrepreneurs, les intellectuels, les académiques pour monter des projets concrets et porter pour la première fois des initiatives visant à changer l'organisation de certains financeurs, de certains fonds, de certains acteurs économiques en leur sein. Pour la première fois une coalition d'acteurs a été créée il y a quelques mois grâce à l'implication de plusieurs fonds souverains, et je veux tout particulièrement souligner l'implication de la première ministre de Norvège, pour que ces fonds souverains intègrent l'objectif environnemental et assurent justement la conduite de tels projets. C'est la même perspective que nous voulons mener avec plusieurs grandes entreprises internationales, avec justement certains de ces investisseurs pour qu'ils intègrent l'impact environnemental et social dans leurs choix d'investissement. Et je souhaite qu'au G7 nous puissions lancer justement cette initiative d'un fonds à impact social et environnemental et avoir une véritable croissance inclusive qui intègre cette transition écologique dans ses objectifs.

Mais c'est aussi ce que dans chacun de nos pays nous devons intégrer dans le dialogue territorial avec nos

entreprises, avec nos salariés, avec les collectivités : permettre d'intégrer nos objectifs environnementaux et de les faire rimer avec nos objectifs sociaux et économiques. Et donc partout sur nos territoires de porter ces transitions en finançant et en permettant que les entreprises qui sont parties prenantes, les Etats, les collectivités, financent ces transitions qui sur plusieurs années permettent seules de passer de territoires qui sont attachés à des activités industrielles parfois très polluantes et où il y a souvent de la pénibilité, à de la nouvelle activité économique où on travaille et on vit mieux en respectant nos objectifs environnementaux. Plusieurs l'ont ici porté dans leurs réflexions et écrits précédents et c'est ce que nous sommes en train de commencer à mettre en œuvre en France et je souhaite que nous accélérions. C'est ce qu'on doit aussi porter au niveau européen et au niveau international dans les enceintes que j'évoquais.

Voilà les 5 priorités, la priorité de méthode et les 4 priorités que je souhaite que nous portions dans le cadre de ce G7 que préside la France mais que je souhaite qu'ensemble nous puissions porter compte tenu de la nature de la crise qui est la nôtre. La France a traversé ces derniers mois une crise très dure, mais que j'ai personnellement vécue comme une forme d'opportunité parce que le peuple français ne se résout jamais et lorsqu'il dit avec force ce qu'il a dit, je crois qu'il faut avec beaucoup d'humilité savoir écouter, savoir constater ce qu'on a mal fait, ne pas arrêter de faire ce qu'on doit faire, savoir changer de méthode mais entendre je crois l'intention, le message profond.

J'ai essayé d'en tirer les conclusions pour la France, ce sont les mêmes que celles qui animent ce que je partage avec vous aujourd'hui. Nos concitoyens veulent plus de sens, plus de proximité et plus d'humanité. Je crois qu'ils sont prêts à saisir les transformations actuelles : ils les voient, ils les comprennent, ils les vivent. Notre jeunesse parfois la comprend mieux que nous, qui sur le sujet du climat par exemple nous pousse, impérieuse, à agir plus vite et plus fort et elle a raison. Mais nous avons peut-être parfois construit des bonnes réponses trop loin de nos concitoyens ou en considérant qu'il y avait des sachants et des subissants et je pense que c'était une erreur fondamentale. Et donc notre responsabilité collective, c'est de transformer notre manière de faire je dirais de la façon la plus intime dans l'entreprise, sur nos territoires, au sein du gouvernement et dans la manière d'être et de faire avec l'ensemble des parties prenantes et de remettre en effet l'homme au cœur, l'humanité au cœur et je crois que le combat qui est le vôtre et qui est le nôtre pour les années à venir est essentiel à cet égard.

Je l'ai dit avec force : je crois que la crise que nous vivons peut conduire à la guerre et à la désagrégation des démocraties. J'en suis intimement convaincu. Je pense que tous ceux qui croient, sagement assis, confortablement repus que ce sont des craintes qu'on agite, se trompent. Ce sont les mêmes qui se sont réveillés avec des gens qu'ils pensaient inéligibles, ce sont les mêmes qui sont sortis de l'Europe alors même qu'ils pensaient que ça n'advierait jamais. C'était souvent les plus amoureux d'ailleurs de cette forme de capitalisme et de l'ouverture à tout crin. Moi, je ne veux pas commettre avec vous la même erreur et donc nous devons réussir à ce que notre modèle productif change en profondeur pour retrouver ce que fut l'économie sociale de marché, une manière de produire, de créer de la richesse indispensable, mais en même temps de porter des éléments de justice et d'inclusion et une manière d'organiser l'innovation partout dans le monde et l'ouverture mais de faire que chacun y trouve sa part.

Et donc, et je conclurai sur ce point, cela suppose que nous soyons collectivement extrêmement cohérents. On ne peut pas défendre ce que je viens de dire à l'OIT et de dire ensuite quand on est au FMI, autour de la table du Conseil européen "allez, vous allez vous ajuster face à la crise financière et réduire vos droits sociaux". Ça doit être terminé et à ce titre les déclarations adoptées par le FMI il y a 15 jours marquent une inflexion historique. On ne peut pas continuer à dire ce que je viens de dire à l'OIT et continuer à dire quand on est à l'OMC "c'est formidable le commerce, il faut négocier des accords avec tout le monde quelles que soient leurs sensibilités sociales ou environnementales, et vive le dumping ça ira mieux, ça enrichit tout le monde." On ne peut pas continuer à considérer que le monde s'organise en tuyaux d'orgue. C'est terminé, parce que nos concitoyens ne vivent pas les déclarations ou la réglementation de l'OIT d'un côté et du FMI de l'autre ou du Conseil européen, ils vivent leur vie et leur vie c'est le fruit de tout cela et de nos aberrations. C'est pourquoi avec force je vous le dis ici, ce que je vous ai dit là je le dirai dans toutes les enceintes : je ne veux plus d'accords commerciaux internationaux qui alimentent le dumping social et environnemental, et en tant que dirigeant européen, je le refuserai partout où je n'aurai pas les garanties sur ce point. Je ne veux plus qu'en Europe nous considérions que le sujet de l'ajustement économique et financier et de la dette prévaut sur les droits sociaux parce qu'à ce moment-là on nourrit les extrêmes, le doute et précisément la désagrégation de ce qu'est le projet européen lui-même et que c'était notre responsabilité que d'articuler la part de solidarité qui allait avec. Et donc cette mondialisation nouvelle, ce multilatéralisme à réinventer, c'est un multilatéralisme d'humanité mais de responsabilité, de responsabilité dans l'entreprise, sur nos territoires, dans chacun de nos pays mais aussi entre nous. J'en prendrai toute ma part, c'est l'engagement que je prends devant vous aujourd'hui cette année en présidant le G7, mais plus largement à chaque fois que j'aurai des combats à mener. Parce qu'aujourd'hui plus que jamais, ce qui a conduit à faire naître l'OIT dans des temps troubles, ce qui a nourri votre organisation internationale alors que la Deuxième Guerre mondiale n'était pas encore achevée, c'est ce qui doit nous amener à ouvrir une nouvelle page parce que de nouveaux conflits seront irrémédiablement devant nous. Cet engagement, c'est celui de la France, ce n'est pas seulement le mien, c'est

celui que je prends aujourd'hui devant vous avec l'ensemble des organisations syndicales, patronales et avec le gouvernement et c'est celui que je défendrai dans toutes les instances avec la même vigueur.

Je vous remercie.

Merci beaucoup, merci à vous. On va continuer le combat.

Merci à vous. Merci beaucoup. Merci Mesdames, Messieurs, merci à vous. Merci.